

Les Résumés :

Résumé : BELHADJ Salah

La réforme de l'Etat : étude de quelques expériences étrangères et du cas algérien

La réforme de l'Etat est à présent à l'ordre du jour aussi bien à l'étranger qu'en Algérie. En effet, au cours des trois dernières décennies, de nombreux pays à travers le monde, en Amérique, en Europe, en Asie et en Australie notamment, ont procédé à des réformes de leurs structures étatiques. C'est aussi le cas de l'Algérie où des réformes de l'Etat ont commencé dès la fin des années 80, se sont poursuivies par la suite et continuent de nos jours à figurer en bonne place dans le discours officiel comme nécessité politique solennellement reconnue et comme revendication nationale largement partagée. « La réforme de l'Etat dans quelques expériences étrangères et en Algérie » étant à la fois le titre et l'objet de cet article, ce dernier sera par conséquent divisé en deux parties. Dans la première on examinera brièvement certaines expériences étrangères en matière des réformes de l'Etat pour tenter de montrer les conditions et causes de leurs apparitions, le contenu des réformes accomplies, leurs objectifs, etc. Dans la deuxième, on abordera avec plus de détails l'expérience algérienne en matière d'édification et de réforme de l'Etat. Pour ce faire, on distinguera deux étapes, celle de la construction d'abord et celle des réformes ensuite. On examinera ainsi notamment et sur le triple plan, administratif, politique et économique, les institutions mises en place au cours de la première, et les réformes accomplies dans les mêmes domaines au cours de la seconde. On s'attachera de montrer en particulier le contexte, le contenu, les objectifs ainsi que les résultats desdites réformes.

Résumé : AKKACHE Fadhela

Le dialogue social et l'Etat rentier en Algérie.

L'efficacité du dialogue social comme moyen de rationaliser les politiques de développement est liée à l'existence d'acteurs sociaux représentatifs, capables de proposer des alternatives et de les défendre, ce qui nécessite un environnement politique démocratique et une structure sociale différenciée. Dans cet article, il sera question de la corrélation entre le manque d'efficacité du dialogue social en Algérie et la nature rentière de l'État qui permet au système politique de demeurer maître dans le processus de composition/recomposition des classes sociales, à travers son monopole exercé sur la distribution de la rente pétrolière, principale source de richesse du pays, se passant ainsi des fonds et des investissements du secteur privé et contrôlant les différentes organisations sociales, faisant du dialogue social de simples rencontres formelles entre structures sans poids.

Résumé : MEBARKIA Mounir
Vers une politique publique algérienne efficace en matière d'émigration

Le phénomène migratoire international a connu ces dernières années, avec ses formes multiples, une évolution tel qu'il pousse la plupart des États concerné par ce phénomène à réviser leurs politiques migratoires.

pour les adapter aux nouveaux défis. Dans ce contexte, l'Algérie pour des raisons géographiques, sociales, économiques et culturelles change de statut: d'un espace à vocation migratoire, elle devient à la fois un lieu de destination et de passage pour les migrants venant des pays du Sahel.

Ce sont autant de défis qui imposent à l'Algérie de reconsidérer sa politique en matière d'émigration pour lui impulser plus de rationalité, laquelle est évaluée d'un côté, dans ses mécanismes, au plan institutionnelle et juridique, et dans ses efforts en matière de coopération avec ses voisins et les pays de destination afin d'apporter des réponses.

Résumé : ZEGGAGH Adel
De la sécurité de la société: discours sécuritaire et politique publique.

Cet article tente de retracer la transformation que connaît le concept de la sécurité dans le cadre des relations internationales et ce qu'il implique comme conséquences sur les changement de priorités, chez les décideurs, dans la prise de décision et, subséquemment, ce que cela induit en terme d'influence sur les conceptions des politiques publiques nationales et internationales. Cette contribution insiste sur le passage de la sécurité de l'État vers la sphère sociale par la production d'un discours sécuritaire qui n'est pas sans influencer sur les politiques publiques en déplaçant notamment des situations somme toute banales vers le champ sécuritaire, les soumettant ainsi à des procédures autres que celles qu'elles exigeraient en temps normal. Enfin, l'auteur s'interroge sur les conséquences, de l'extension sans fin du concept à long terme, sur les pratiques démocratiques elles-mêmes censées être défendues et préservées.

Résumé : ZIANI Salah et HADJJI Amel:
Politique publique de sécurité en méditerranée: entre débat philosophique et projet de sécurité ambitieux.

Salah Ziani et Hadjij Amel explorent et interrogent la réalité des politiques de sécurité dans le bassin méditerranéen en mettant l'accent sur le rôle de l'Union européenne dans leur conception et leur configuration. Cela les amène d'abord à faire un détour par les fondements de cette politique avant de s'interroger sur ses résultats par rapport aux peuples des deux rives.

Cette contribution cherche à saisir les fondements d'une politique publique méditerranéenne tendant à fonder une géopolitique nouvelle d'après guerre froide, en insistant sur la viabilité d'une telle politique, au moment même où apparaît un durcissement dans la mise en place des regroupements régionaux à l'image de l'Union européenne. Elle se fonde, pour analyser cette politique, sur une nouvelle approche: la sécurité élargie.

La conclusion à laquelle aboutit l'étude de la politique publique de la sécurité en méditerranée insiste sur le fait que cette dernière est plus proche d'un débat philosophique et d'un projet sécuritaire non dénué d'ambition, qui ne peut à l'avenir devenir une réalité sans l'implication d'acteurs majeurs et la conjugaison d'un certain nombre de facteurs d'ordre politique, économique, sociaux, culturels et technologiques.

Résumé : CHATERBACHE Ahmed
La socialisation politique chez les élèves de l'école algérienne

Cette étude traite de la socialisation politique comme processus important pour l'établissement d'une culture citoyenne caractérisée par un niveau satisfaisant de prise de conscience, d'appartenance et de participation au développement de la société.

Deux méthodes ont été adoptées pour traiter ce sujet, l'une historique débutant avec l'ère précoloniale, la seconde reposant sur l'analyse du contenu (identification de cette culture politique à travers les ouvrages scolaires sur l'éducation arabo-islamique, l'histoire, la géographie et le programme de l'éducation civique appliqué aux élèves de la 9e A F durant l'année scolaire 1999-2000).

Ceci est accompagné de l'adoption d'un questionnaire afin d'évaluer le statu de la socialisation politique en pratique.

3 éléments vont constituer la base de l'étude, à savoir le cadre théorique, la socialisation politique en Algérie à travers les pratiques sociales, culturelles et politiques du système en place. L'élément final exposera les différentes conclusions auxquelles a abouti cette étude.

Résumé : DJEHICHE Youcef
La problématique de la rupture épistémologique de l'islam politique après le 11 septembre dans le monde arabo-islamique.

La contribution traite de problématique de la rupture épistémologique de l'islam politique après le 11 septembre dans le monde arabo-islamique, à travers les réactions qui ont jalonné ces événements. Une nécessité s'est imposée depuis le début: provoquer une rupture épistémologique dans les référents et les fondements mêmes de

la pensée islamique à partir de thèses occidentales, essentiellement américaines et autres venant du monde arabo-islamique. Ce texte insiste sur la nature de la relation entre islam politique et les événements du 11 septembre 2001, le projet américain de décomposer et de reconfigurer la zone arabe et musulmane avec un lecture américaine nouvelle et, enfin, l'alternative arabo-islamique consistant à rechercher une rupture adéquate devant s'orienter vers une renaissance islamique à tous les niveaux.

Résumé : Mohamed nasr-Eddine koriche

État et régulation sociale: entre déréglementation et contractualisation

La régulation des rapports individuels de travail et des relations professionnelles est marquée, aujourd'hui, par le recul de la forme statutaire légale et, corrélativement, une place plus grande faite au droit conventionnel. Au plan formel, l'orientation libérale de la réforme du droit du travail de 1990 (œuvre du Gouvernement de M. Hamrouche) a pour conséquence un désengagement relatif, mais néanmoins significatif, de l'État au profit de l'autonomie des acteurs sociaux du monde du travail. Il ne fait aucun doute qu'on est bien passé de l'exclusivité de la loi comme seul instrument pour déterminer les conditions d'emploi et de travail, à la possibilité pour le droit conventionnel d'y participer, bien que de façon inégale d'une manière à l'autre. On assiste ainsi, au plan du droit, à l'institution d'un nouveau mode de régulation sociale.

Mais, dans la pratique, force est de constater que cette autonomie ne semble pas s'affirmer. Le droit conventionnel a du mal à prendre son essor. Vingt ans après, alors que le nouveau droit en présupposait l'existence, l'émergence de nouveaux acteurs apparaît comme un processus long et difficile. Au désengagement de l'État ne correspond pas une réelle capacité d'intervention de ceux que l'on qualifie trop rapidement de partenaires sociaux